

LE BULLETIN DE VEILLE

Numéro
298

22 SEPTEMBRE 2017

SOMMAIRE

○	INSOLITE	3
	L'incroyable histoire des toilettes d'UBS bouchées avec des billets de 500 euros	3
○	ACTUALITES	3
	Les banques tentent de réduire le coût des distributeurs de billets	3
	Compte bancaire : les géants du web choisissent les banques	4
○	OFFRES	4
	Néo-banque : le compte Morning enfin opérationnel	4
	Assurance-vie : la gestion pilotée accessible à tous	5
○	DISTRIBUTION	5
	Bientôt, l'assurance en un selfie !	5
	La LOA soutient le marché du crédit à la consommation	6
○	DIGITAL	7
	Plus d'un quart des clients consultent leurs comptes depuis une application mobile	7
	Zoug, la bourgade suisse capitale de la Crypto Valley	7
○	PAIEMENTS	8
	Tez : une application de paiement mobile lancée en Inde par Google	8
	L'innovation dans le paiement, socle de l'émergence du live retail	8
○	REGLEMENTAIRE	9
	Fraude aux paiements en ligne : Bruxelles resserre l'étau	9
	Bruxelles veut finaliser le marché unique des données	10
○	RAPPROCHEMENTS	10
	Crowdfunding : Maif s'engage avec Ulule	10
	RCI Bank & Services a fait l'acquisition de Class & Co	11

INSOLITE



L'incroyable histoire des toilettes d'UBS bouchées avec des billets de 500 euros

19 SEPTEMBRE 2017 - LES ECHOS

Environ 100 000 euros ont été découverts dans les toilettes d'une salle des coffres et dans trois restaurants aux alentours à Genève.

Une note d'**UBS**, relevée par le Wall Street Journal, signalait en juillet dernier que les ultra-riches étaient assis sur des montagnes de cash dont ils ne savent que faire. Cette même banque est au cœur d'une mystérieuse histoire de billets de 500 euros, retrouvés dans les toilettes de l'établissement et de trois bistros environnants.

« Peu avant le début de l'été, les toilettes de la salle des coffres, étaient obstruées... par des liasses de billets de banque ! » ; quelques jours plus tard, trois restaurants à proximité connaissent le même sort. Dans une pizzeria, le sol était inondé de coupures de 500 euros. La police a immédiatement été appelée et les toilettes mises sous scellé. « Il a fallu mandater un plombier pour casser la cuvette. Et là, il y avait encore plein d'argent dans le tuyau », raconte un salarié. Depuis plusieurs semaines, les enquêteurs genevois tentent d'élucider cette affaire ; pourquoi se débarrasser de telles sommes ? Cet argent est-il sale ? Est-il le produit d'évasion fiscale ?

Une piste est évoquée mais l'audition de l'avocat des dépositaires n'a pas permis de lever le mystère sur cette histoire. ●●●

ACTUALITES



Les banques tentent de réduire le coût des distributeurs de billets

17 SEPTEMBRE 2017 - LES ECHOS

La mutualisation des distributeurs de billets gagne du terrain. Les banques françaises sont pourtant encore loin d'imiter les banques néerlandaises qui vont exploiter leurs distributeurs sous une même bannière.

Au même titre que les agences bancaires, les distributeurs de billets, leur localisation et leur nombre sont passés au crible par les réseaux bancaires pour réduire leurs coûts.

Le transporteur de fonds **Loomis** a fédéré **BNP Paribas**, **Société Générale**, **LCL** et le **Crédit Mutuel-CIC** pour qu'ils développent un centre de gestion partagé du cash dédié aux clients et commerçants de chacune des banques partenaires. Inédite, l'expérience permet aux banques de se rémunérer selon l'usage de leurs clients et donc de limiter leurs risques. Un autre cap est en passe d'être franchi avec la mutualisation des infrastructures.

Incitées par les pouvoirs publics, les banques néerlandaises ont déjà franchi le pas. En juin dernier, **ING**, **ABN Amro** et **Rabobank** ont annoncé qu'elles exploiteraient leurs trois réseaux de distributeurs de billets dans une société commune à partir de l'automne 2017. ●●●



Compte bancaire : les géants du web choisissent les banques

20 SEPTEMBRE 2017 - CBANQUE

Dans la controverse opposant les banques aux FinTechs dans le cadre de la directive sur les services de paiement (DSP2), la « FIDO Alliance » (pour Fast Identity Online), un consortium international regroupant l'essentiel des géants mondiaux de l'économie numérique prend parti pour les premières.

Google, Alibaba, Intel, Microsoft, mais aussi **PayPal, MasterCard** ou **ING** : ce sont quelques-unes des têtes d'affiches de la FIDO Alliance dont l'objectif est de faire progresser l'identification renforcée des usagers au sein des services numériques. Au total, le consortium regroupe plus de 250 sociétés, géants du web, e-commerçants, réseaux de paiement et grandes banques. Son directeur exécutif, s'est récemment fendu d'une prise de position dans le débat opposant les banques et l'Autorité bancaire européenne (EBA) d'un côté, la Commission européenne et les FinTechs de l'autre, à propos des conditions techniques de mise en œuvre de la DSP2.

Au cœur de la controverse, une technique informatique de capture de données d'écran baptisée screen scraping. L'EBA, chargée de plancher sur la mise en œuvre technique de la DSP2, a proposé d'interdire cette technique, jugée peu sûre, au profit d'interfaces de programmation d'application (API). Les FinTechs, de leur côté, souhaitent conserver cette alternative et ont convaincu la Commission européenne.

Sans surprise, l'Alliance penche du côté des banques ; cette prise de position suffira-t-elle à infléchir la position de la Commission ? Réponse d'ici peu... ●●●

OFFRES

Néo-banque : le compte Morning enfin opérationnel

18 SEPTEMBRE 2017 - CBANQUE



Repoussé l'an dernier en raison de difficultés financières, le compte de paiement **Morning**, équipé d'un RIB et d'une carte bancaire en option payante, est désormais opérationnel.

Anoncé pour octobre 2016 - mais reporté en raison de difficultés financières ayant entraîné une suspension de son agrément d'établissement de paiement - le compte de paiement Morning équipé en option de sa carte bancaire **MasterCard** est désormais une réalité. La FinTech a récemment prévenu ses clients que leur compte Morning, jusqu'ici circonscrit aux paiements entre

particuliers, disposait désormais d'un RIB/IBAN, et pouvait donc être utilisé pour recevoir des virements et domicilier des prélèvements, notamment.

Reprise début février 2017 par **Banque Ediel**, filiale bancaire des hypermarchés **E. Leclerc**, Morning avait depuis dévoilé son intention de décliner son offre de carte en quatre formules payantes : la formule Pay (2 euros/mois) et celle destinée aux enfants, Jump (1,50 euro/mois), sont déjà commercialisées. Welcome (3 euros/mois), destinée aux étrangers résidant en France, arrivera en octobre et enfin, Protect (3 euros/mois), pour les majeurs protégés, est annoncée d'ici la fin de l'année. ●●●



Assurance-vie : la gestion pilotée accessible à tous

18 SEPTEMBRE 2017 – CBANQUE

Depuis quelques mois, vous pouvez confier la gestion financière de votre assurance-vie à des experts pour 300 euros de versement initial seulement. La démocratisation de la gestion sous mandat a franchi une nouvelle étape.

Jadis réservée aux clients de banques privées, la gestion sous mandat a commencé à se démocratiser à la fin des années 2000, avec une amplification du phénomène ces dernières années. Pour rester parmi les poids lourds de l'assurance-vie en ligne, **Fortuneo** a drastiquement diminué son seuil d'entrée en octobre 2016, de 30 000 à 1 000 euros. En parallèle, de nouveaux acteurs lancent des contrats dont le concept est articulé autour de la gestion pilotée : **Yomoni Vie**, **WeSave Patrimoine**, plus récemment **Nalo Patrimoine** et à un degré moindre **Grisbee Vie**.

L'**AMF** n'a pas encore publié ses données 2016 mais les mandats d'arbitrage en unités de compte sont passés de 6,7 milliards d'euros en 2011 à 14,3 milliards fin 2015 ! Nous sommes désormais dans une logique de masse.

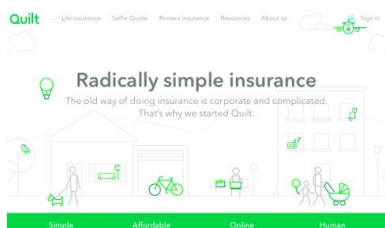
Les lignes bougent, notamment parce que les assureurs veulent favoriser les alternatives aux fonds en euros. La gestion pilotée va-t-elle supplanter le fonds en euros, comme stratégie d'investissement privilégiée de l'assurance-vie ? Les performances des gestions sous mandat sont bonnes. Cela aiguise l'appétit des épargnants et ce mouvement est estimé « inéluctable ». Il n'y aura cependant pas de généralisation car de nombreux clients tiennent au tout sécuritaire. ●●●

DISTRIBUTION

Bientôt, l'assurance en un selfie !

17 SEPTEMBRE 2017 – C'EST PAS MON IDÉE !

Littéralement choqués par le faible taux de souscription d'assurance décès chez les consommateurs américains, parmi les jeunes générations, les fondateurs de **Quilt** adoptent une démarche pédagogique en permettant d'obtenir un devis en quelques secondes, à partir d'un simple selfie.



Une jeune pousse désireuse de se positionner sur ce créneau a choisi de fournir un outil instantané capable de démontrer que l'assurance décès est accessible. Il suffit ainsi d'ouvrir le site sur son téléphone puis de prendre un selfie pour obtenir une première proposition financière. Il faut savoir que les conditions de l'assurance sont basées, pour l'essentiel, sur 3 critères ; le sexe, l'âge et l'indice de masse corporelle, qui peuvent tous être estimés d'une analyse du visage. L'objectif est ici de donner une estimation immédiate afin de convaincre les curieux de prolonger l'expérience.

Les utilisateurs souhaitant souscrire devront fournir quelques informations complémentaires. La procédure reste tout de même infiniment plus rapide que chez les acteurs traditionnels : réponse sur le smartphone dans un délai qui se mesure en minutes et non en jours.

La technologie employée par Quilt est aujourd'hui exploitée uniquement à des fins de sensibilisation. Avant même d'imaginer une véritable souscription en un selfie, elle peut par exemple contribuer à la détection des fausses déclarations...



Crédit : la location avec option d'achat dope le secteur

Production, en millions d'euros



La LOA soutient le marché du crédit à la consommation

19 SEPTEMBRE 2017 – LES ECHOS

La location d'automobile neuve avec option d'achat a progressé de plus de 25% sur un an au premier semestre en France.

Pourquoi acheter une voiture quand on peut la louer ? C'est la question que se posent de plus en plus de Français avant d'opter pour une location. Sur le segment du financement des automobiles neuves, les opérations de location avec option d'achat (LOA) ont augmenté de 25,4% sur un an au premier semestre, pour représenter 3,1 milliards d'euros. Dans le même temps, les financements par crédit automobile classique reculent de 15,4% pour atteindre 1,2 milliard d'euros.

Alors que l'ensemble des crédits aux particuliers a progressé de 4,3% sur la période (à 20,3 milliards d'euros), « c'est une vraie locomotive et cela répond aux attentes des clients qui aspirent à avoir une visibilité mensuelle sur leurs coûts automobiles et qui veulent rouler dans un véhicule neuf », explique Christophe Michaeli, directeur du financement automobile de **BNP Paribas Personal Finance France**.

« C'est quelque chose qui intéresse beaucoup les réseaux de concessionnaires car on a un taux de fidélisation à la marque et au concessionnaire qui est de 50% plus important que dans le cas d'un crédit classique », explique François Guionnet, DG de **DIAC**. « Pour DIAC, la part des produits de location aura passé la barre des 50% des financements des particuliers cette année », ajoute-t-il. ●●●

DIGITAL

Plus d'un quart des clients consultent leurs comptes depuis une application mobile

19 SEPTEMBRE 2017 - MINDFINTECH

Le multicanal franchit un nouveau palier. Les opérations basiques poursuivent leur progression sur le canal mobile, au détriment des agences.

La septième édition de l'étude « relations banques et clients » publiée en septembre par **Deloitte** s'arrête sur la perception et l'usage des canaux digitaux bancaires par les clients particuliers. Si l'utilisation exclusive de l'application mobile est la plus forte chez les 15-24 ans (21%), c'est le recours au canal Internet qui l'emporte de loin chez les clients seniors (50 ans et plus) : ils sont 68% à ne recourir qu'à Internet.

Pour les clients qui s'appuient sur l'App de leur banque (38% de l'échantillon), le type d'opération privilégié est la consultation des comptes (34% contre 27% en 2016), devant la réalisation d'opérations simples (28% contre 21% l'an dernier). Le canal Internet concentre encore 77% des consultations de compte. Une domination qui s'explique par son taux d'utilisation global élevé (83%). Dans le même temps, la fréquence d'utilisation progresse pour l'application mobile et s'établit en moyenne à 11,3 interactions par mois, contre 10,6 en 2016.

Autre fait marquant, les clients continuent à être de moins en moins enclins à partager leurs données pour se voir proposer des produits ou services mieux adaptés à leurs besoins. Ils étaient 69% à accepter un tel échange en 2015, 65% en 2016 et 62% cette année. La défiance vis-à-vis des robo-advisors, observée dans une récente étude conduite par **ING**, se confirme : 57% des clients interrogés ne semblent pas disposés ou refusent catégoriquement que leur conseiller bancaire utilise un robo-advisor en complément de ses propres avis et recommandations pour les aider dans la gestion de leur épargne. ●●●



Zoug, la bourgade suisse capitale de la Crypto Valley

18 SEPTEMBRE 2017 - L'USINE DIGITALE

Aucun spécialiste de la blockchain n'ignore l'existence de Zoug, une ville suisse de 30 000 habitants, raconte le quotidien Le Temps. La commune a vu naître l'ether, la crypto-monnaie en vogue, et enregistre de plus en plus d'ICO (Initial Coin Offering), au point qu'un cabinet d'avocats spécialisé dans ces levées de fonds a vu le jour.

Zoug, tranquille bourgade suisse, est récemment sortie de l'anonymat au point d'être surnommée la capitale de la Crypto Valley. Des dizaines de start-ups travaillant sur les monnaies virtuelles et la blockchain se sont installées dans cette zone géographique qui s'étend sur une trentaine de km. C'est d'ailleurs à Zoug que l'une des crypto-monnaies les plus plébiscitées du moment, l'ether, est née. **Ethereum**, la start-up à son origine, est aussi la première entreprise à avoir eu recours à une Initial Coin Offering (ICO).



Depuis, les ICO se multiplient. Aujourd'hui, le rythme de ces nouvelles levées de fonds oscille entre 5 et 10 par jour et elles devraient représenter plusieurs milliards de dollars en 2017. Les plus importantes ont été effectuées depuis des fondations basées à Zoug. L'activité est telle que Zoug dispose même d'un cabinet d'avocats spécialisé dans les ICO.

Les autorités locales voient cet engouement d'un bon œil. « *Toutes les ICO réalisées ici le sont pour des projets sérieux* », avance le président de la ville, interviewé par Le Temps. Ce dernier reconnaît toutefois que certaines ICO sont risquées... quand les spécialistes du secteur s'accordent déjà sur l'existence d'une bulle. ●●●

PAIEMENTS

Tez : une application de paiement mobile lancée en Inde par Google

18 SEPTEMBRE 2017 - SIECLE DIGITAL

Comptant déjà plus de 300 millions d'utilisateurs de smartphone, l'Inde est un territoire de choix pour le développement de services chez **Google**. C'est ainsi qu'elle lance aujourd'hui **Tez**, une application de paiement mobile.

En Inde, la connectivité s'améliore et Internet devient plus rapide. Les habitants ont de plus en plus recours au web pour échanger, consommer des contenus, ou encore jouer. Étrangement, les besoins sont à un niveau de maturité suffisant pour soutenir les paiements mobiles, mais il n'existe pas de solution fiable.

Tez offre ainsi quelques services comme le paiement direct d'une banque à l'autre, une solution de paiement classique, sans avoir besoin de révéler ses informations personnelles., une protection des données et contre les fraudes made in Google. Enfin, Tez for Business, une solution pour les entreprises qui désirent utiliser la plateforme comme solution pour recevoir des paiements. Plus de 55 banques sont d'ores et déjà disponibles dans ce nouveau service.

Si elle est annoncée pour l'Inde, il est probable que Google déploie l'application sur d'autres pays en Asie. ●●●

L'innovation dans le paiement, socle de l'émergence du live retail

15 SEPTEMBRE 2017 - LSA

Puisque le consommateur évolue à une vitesse et dans une proportion qui obligent les marques à empiler les études, les retailers doivent emboîter le pas sur les nouveaux modes de consommation. En proposant des modes de paiement innovants et adaptés aux nouvelles tendances, les marchands dynamisent l'acte d'achat pour aboutir à tout instant et en tous lieux à un commerce expérientiel.



En exploitant la puissance du big data, les e-commerçants ont à leur disposition de nombreux indicateurs d'analyse du comportement et de parcours d'achat de leurs clients qui s'avèrent très utiles pour comprendre les comportements d'achat.

Les marchands cherchent des solutions pour effacer les frontières entre site e-commerce, application mobile et magasin physique. Ils cherchent aussi à fidéliser et à séduire le consommateur en misant sur l'amusement et la créativité pour capter son attention et c'est là que la gamification fait son entrée en jeu. En proposant un paiement gamifié, les commerçants voient leurs taux de conversion croître. Aussi, pour stimuler la conversion et fidéliser, les marchands doivent tabler sur des modes de paiements simples et pratiques. Une expérience d'achat mobile intégrée en magasin débouche sur un taux de conversion accru de 4 à 5 fois.

Simplification, rapidité et amélioration de l'expérience client sont les maîtres mots du paiement du futur. Commander en ligne et retirer ses produits en magasin, acheter via un dispositif d'affichage digital connecté dans l'espace urbain ou en magasin ou encore depuis l'interface connectée de sa voiture... autant de schémas qui peuvent être corrélés grâce à la convergence des méthodes de paiements. ●●●

REGLEMENTAIRE

Fraude aux paiements en ligne : Bruxelles resserre l'étai

20 SEPTEMBRE 2017 - AGEFI

La **Commission européenne** a dévoilé un nouveau projet de texte visant à encadrer les « fraudes sur les paiements autres qu'en espèces ».

En matière de cybersécurité, l'Union européenne veut passer à la vitesse supérieure. Il s'agit notamment de créer une « agence européenne de cybersécurité », de créer un cadre d'homologation pour les produits sensibles et de préparer des plans de riposte à 28 en cas de cyberattaques. « *Aucun pays ne peut relever seul le défi que représente la cybersécurité* », a insisté le vice-président de la Commission Andrus Ansip, appelant les membres à « *présenter un front uni* » contre les menaces en ligne.

Parmi les propositions dévoilées hier, une se focalise sur la fraude sur les paiements autres qu'en espèces. Il s'agit en fait de la mise à jour du régime juridique actuel, une décision-cadre qui date de... 2001.

Les mesures proposées incluent : un élargissement du champ des infractions, pour capturer l'ensemble des fraudes et contrefaçons ; l'introduction de règles communes au niveau des peines et des clarifications relatives à la compétence juridictionnelle, pour être sûr que chaque Etat puisse poursuivre les fraudes ayant lieu depuis son territoire, ainsi que celles commises au moyen d'un système localisé sur le territoire. Enfin, selon la Commission, le nouveau cadre permettrait de recueillir davantage de données relatives aux fraudes. ●●●





Bruxelles veut finaliser le marché unique des données

19 SEPTEMBRE 2017 - LES ECHOS

La **Commission européenne** veut interdire les restrictions territoriales imposées par les Etats sur le traitement des données non personnelles. Les entreprises soutiennent le projet qui doit réduire les coûts et faciliter l'innovation.

Pour doper la « data economy » en Europe, la Commission a présenté ses propositions pour développer la libre circulation dans l'UE des données à caractère non personnel. Ces données techniques ou commerciales ne permettent pas d'identifier une personne mais sont précieuses pour innover et bâtir de nouveaux services.

Sur le modèle des règles déjà en vigueur pour les données personnelles, la réforme autoriserait leur stockage et leur traitement dans l'ensemble de l'Union. Un État membre ne pourrait donc plus imposer à des entreprises, sauf pour des raisons de sécurité, de stocker et traiter les données à l'intérieur de ses frontières. L'objectif est de faciliter les activités transfrontalières pour les entreprises. « *La libre circulation de tous les types de données dans le marché unique permettra aux PME et aux start-ups de mettre au point plus facilement de nouveaux services innovants et de pénétrer de nouveaux marchés* », insiste le vice-président de la commission, A. Ansip.

La réforme doit aussi permettre l'émergence d'un véritable marché européen plus compétitif du stockage et du traitement de données, baisse de prix à la clé.



RAPPROCHEMENTS

Crowdfunding : Maif s'engage avec Ulule

15 SEPTEMBRE 2017 - L'ARGUS DE L'ASSURANCE

Maif Associations & Collectivités, premier assureur du monde associatif en France, s'associe au site de financement participatif français, **Ulule**, pour soutenir et récompenser des projets de crowdfunding portés par des associations.

Développer des territoires et animer la vie locale constituent la raison d'être des créateurs ou membres impliqués d'associations. Aujourd'hui, le crowdfunding – financement participatif – leur permet de collecter de façon alternative aux circuits classiques les fonds nécessaires à l'aboutissement d'un projet.

Premier assureur du monde associatif en France, Maif entend soutenir cette voie dans un contexte de baisse des subventions. Aussi, depuis début 2017, Maif Associations & Collectivités soutient financièrement sur Ulule 8 projets associatifs qui participent au dynamisme de la vie locale via un système d'abondement, permettant de doubler les dons des internautes sur certaines campagnes. Ces projets portent sur le handicap, la solidarité citoyenne, la ville partagée, la musique, l'enfance, la lutte contre le cancer ou le sport. ●●●





RCI Bank & Services a fait l'acquisition de Class & Co

20 SEPTEMBRE 2017 - NEXT FINANCE

RCI Bank and Services a fait l'acquisition de **Class & Co**, société mère de **Yuso**, une solution automatisée de gestion des flottes pour les taxis, VTC et services de livraison et de **Marcel**, plateforme de réservation de VTC.

Yuso permet aux transporteurs urbains de calculer en temps réel les itinéraires de leurs clients et la disponibilité de leurs chauffeurs, facilitant ainsi une gestion optimisée de la flotte de véhicules. Cette technologie pourra également être utilisée pour les activités de RCI Bank and Services (marques de l'**Alliance Renault-Nissan**).

Marcel est une plateforme accessible 24h/24 et 7J/7, sur laquelle ses clients peuvent réserver, un VTC en Ile-de-France. En 2017, Marcel adopte une politique de compensation carbone volontaire et encourage l'éco-conduite auprès de ses chauffeurs ainsi que l'utilisation de véhicules verts.

Cette acquisition réaffirme la volonté de RCI Bank and Services de concevoir des solutions simples, attractives et personnalisées afin de faciliter l'« automobilité » de ses clients particuliers et professionnels. ●●●

LE CONSEIL SUR-MESURE POUR TRANSFORMER ET OPTIMISER VOS ENVIRONNEMENTS LES PLUS COMPLEXES.



csaconsulting est devenu en plus de 20 ans un partenaire privilégié des principaux groupes bancaires et d'assurance, en France et à l'international. Cultivant une véritable alternative aux grands cabinets de conseil, notre approche est opérationnelle, pragmatique et apporte à nos clients une réelle plus-value en toute objectivité.

CONTACTEZ-NOUS